

Exempt- appel en matière de droit du travail

Audience publique du jeudi quatre décembre deux mille trois.

Numéro 26312 du rôle.

Composition:

Marie-Jeanne HAVE, président de chambre; Romain LUDOVICY,
premier conseiller; Joséane SCHROEDER, conseiller;
Jeanne GUILLAUME, avocat général; Paul WAGNER, greffier.

Entre:

A, demeurant à x,

appelant aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Jean-Claude STEFFEN d'ESCH/ALZETTE du
3 décembre 2001,

comparant par Maître Marc KERGER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

et:

la société anonyme B S.A., établie et ayant son siège social à x, représentée par son conseil
d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prédit exploit STEFFEN,

comparant par Maître Louis BERNS, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Par requête déposée au greffe le 12 juillet 2000 A, ayant été au service de la société anonyme B en qualité d'ingénieur de vol (*flight engeneer*) depuis le 1^{er} mars 1987 et ayant été licencié pour motif économique le 2 février 1999 avec effet au 15 août 1999, a fait convoquer son ancien employeur devant le tribunal du travail de Luxembourg pour s'entendre condamner à lui payer 5.885.023,- francs avec les intérêts légaux à titre d'indemnité pour perte de sa licence de vol (*loss of license*) en application de l'article 7.3. de la convention collective de travail ainsi que pour voir ordonner une expertise aux fins de déterminer les sommes lui revenant au titre du préjudice subi par lui du fait du non-respect par B de son engagement de l'affecter au sol au lieu de le licencier, au titre de l'assurance-retraite SWISS LIFE et à titre d'indemnité compensatoire pour 93 jours de congé non pris, ainsi que pour

s'entendre condamner à lui payer 80.000,- francs sur base de l'article 240 du nouveau code de procédure civile.

Par jugement du 14 novembre 2001 ledit tribunal du travail a dit non fondée la demande en indemnisation pour perte de la licence de vol, déclaré irrecevable la demande en indemnisation pour non-respect par B de son engagement d'affecter A au sol au lieu de le licencier, donné acte à A " qu'il désire que le versement de la prime d'assurance SWISS LIFE se fasse par le versement d'un capital ", condamné B à payer à A 991.262,- francs, en sus les intérêts légaux, à titre d'indemnité compensatoire pour congé non pris, débouté A de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure et imposé les frais de l'instance pour $\frac{3}{4}$ à A et pour $\frac{1}{4}$ à B.

L'appel relevé le 3 décembre 2001 par A dans les forme et délai légaux est recevable.

L'appelant demande à la Cour, par réformation, de condamner la société intimée à lui payer 5.885.023,- francs, soit 145.886 euros, en sus les intérêts légaux, à titre d'indemnisation pour *loss of license*, de dire sa demande tenant au non-respect par B de ses engagements contractuels recevable et d'ordonner une expertise aux fins de déterminer les sommes lui redues de ce chef.

Il sollicite encore l'allocation de 80.000,- francs, soit 1.983 euros, sur base de l'article 240 du nouveau code de procédure civile.

La société intimée B demande à la Cour de dire l'appel non fondé.

Elle relève régulièrement appel incident et demande à la Cour, par réformation, de réduire la condamnation prononcée en première instance à une indemnité pour 26,25 jours de congé non pris.

Elle sollicite encore l'allocation de 2.000 euros sur base de l'article 240 du nouveau code de procédure civile.

L'appelant A demande à la Cour de dire l'appel incident de B non fondé.

Par des conclusions notifiées le 21 février 2003 il demande la condamnation de B au paiement de 165.025,71 euros au titre du *loss of license*, de 148.736,11 euros au titre de la responsabilité contractuelle ainsi que de 99.157,40 euros au titre de l'assurance SWISS LIFE.

L'intimée B demande à la Cour de déclarer la demande en paiement du chef de l'assurance SWISS LIFE irrecevable pour constituer une demande nouvelle non formée dans l'acte d'appel, sinon de la dire non fondée.

L L'appel principal.

1) L'indemnité pour *loss of license*.

Invokant la perte de sa licence de vol pour des raisons de santé, A base sa demande sur l'article 7.3. de la convention collective de travail (sub article 7. *Crew Insurance*) intitulé *Loss of license* aux termes duquel un *flight engeneer* a droit, dans cette hypothèse, au paiement d'un capital brut de 1.072.598,- francs (indice 100) et qui stipule encore que

"cette assurance ne se cumule pas avec l'assurance contre les accidents" (prévue à l'article 7.1. *Personal Accident Insurance*) et qu'elle "exclut l'invalidité due à une maladie ou à une détérioration ayant existé avant la date de l'engagement."

Il ressort clairement des termes de cet article que l'assurance y stipulée au profit des membres d'équipage vise l'hypothèse où l'assuré perd sa " licence de vol " parce qu'il est devenu définitivement incapable d'exercer sa profession pour des raisons médicales autres que celles qui y sont expressément exclues (et qui ne sont pas alléguées en l'espèce).

Est dès lors à rejeter l'argumentation de B que le texte litigieux ne serait d'application qu'en cas de restitution, de suspension ou de retrait du *flight engineer certificate* (certificat d'aptitude technique), dès lors qu'il ressort des articles 61.53 et 63.3 des *Federal Aviation Regulations* ainsi que des courriers de la *Federal Aviation Administration* des 18 novembre 1998, 6 mai 2002 et 28 janvier 2003 versés au dossier que pour l'exercice de la profession de A la détention d'un *flight engineer certificate* et d'un *medical certificate* valables est requise cumulativement et que la perte de validité et / ou le non-renouvellement de ce dernier pour cause d'incapacité médicalement constatée entraîne ipso facto la perte du droit d'exercer les privilèges du premier et donc, si la situation est définitive, la perte du droit d'exercer cette profession, ce qui constitue le risque de *loss of license* assuré par l'article 7.3. précité de la convention collective (cf. aussi l'interprétation en ce sens délivrée le 7 avril 2003 par l'Association Luxembourgeoise des Pilotes de Ligne, ainsi que le courrier de B du 11 décembre 1998 répondant à la demande de A du 3 décembre 1998 de pouvoir bénéficier de sa *loss of license insurance* suite au retrait de son *medical certificate* par décision de la F.A.A. du 18 novembre 1998 (précitée) " que la question est maintenant de savoir si cette situation est à considérer comme *definitive loss of license* ou s'il y a des chances que vous soyez capable de retourner à votre travail. ").

Il résulte de trois certificats médicaux délivrés par le Docteur C de x les 29 décembre 1998, 20 mars 2002 et 21 mai 2003 que A présente depuis 1998 une incapacité de travail définitive et irréversible pour la profession d'ingénieur de vol à cause de rachialgies chroniques cervicales et lombaires et à cause d'un traitement médicamenteux quotidien lourd.

Il est partant établi en cause que la perte définitive de la licence de vol (*loss of license*) au sens de l'article 7.3. de la convention collective de travail est survenue à l'époque où A était encore au service de B, de sorte que la condition d'application de l'article 7.3. précité est remplie en l'espèce.

Contrairement aux conclusions subsidiaires de B, la demande de A n'est pas à rejeter au motif qu'il a accepté sans réserves une indemnité pour solde de tous comptes correspondant à 26,325 mois de salaire lui payée conformément aux stipulations de l'avenant au contrat de travail du 2 avril 1997, dès lors que ledit avenant négocié par les partenaires sociaux n'a pour objet que l'indemnisation des ingénieurs de vol victimes d'un licenciement pour motif économique consistant dans la réduction du nombre des postes en question, mais ne couvre nullement l'indemnité pour *loss of license* revenant à A en vertu de l'article 7.3. précité de la convention collective, indemnité qui lui était en effet due de plein droit dès avant le licenciement, pour une autre cause que celle visée par l'avenant et qui est donc indépendante de l'indemnisation liée au licenciement.

Il suit de ce qui précède qu'il convient, par réformation, de faire droit à la demande de A et de lui allouer le montant demandé, suivant le dernier état de ses conclusions, de 6.495.761,- francs (indice 605,61), soit (non pas 165.025,71 euros, mais) 161.025,71 euros, non

contesté en tant que tel.

2) La demande en dommages-intérêts pour non-respect de l'engagement contractuel de réaffectation au sol.

La Cour renvoie à l'exposé exhaustif des faits et moyens contenu dans le jugement de première instance.

Contrairement à l'argumentation de l'appelant, c'est pour de justes motifs que la Cour adopte que les juges du premier degré ont déclaré cette demande irrecevable pour cause de forclusion, étant donné que le préjudice dont l'appelant demande la réparation résulte du fait par l'employeur d'avoir résilié le contrat de travail pour motif économique au lieu d'en continuer l'exécution conformément à son engagement contractuel moyennant une réaffectation du salarié au sol, que cette résiliation intervenue en violation de l'article 1134 du code civil invoqué par l'appelant est contraire à la loi et partant abusive au sens de l'article 28 (1) de la loi sur le contrat de travail, que l'action en réparation du préjudice en résultant est cependant soumise par le paragraphe (2) du même article 28, par dérogation aux règles du code civil invoquées par l'appelant, à un délai de forclusion de trois mois et qu'il n'est pas contesté en cause par l'appelant que ce délai était expiré au moment de l'introduction de sa demande.

La décision entreprise est partant à confirmer, de même que le rejet de la demande de l'appelant en institution d'une expertise comptable, vu l'irrecevabilité de sa demande au fond.

II. L'appel incident.

L'indemnité compensatoire pour congé non pris.

Tel que l'ont retenu à juste titre les juges de première instance, B, en reconnaissant sur la dernière fiche de salaire, émise le 23 février 1999, le droit de A à un solde de 93 jours de congé, soit plus que les 42 jours de congé annuels prévus dans la convention collective, a avoué avoir, par une dérogation favorable au salarié à l'article 10 de la loi du 22 avril 1966 sur le congé, consenti au report du congé non pris en 1997 (9 jours) et 1998 (42 jours) et renoncé à la prescription de ce congé, de sorte qu'elle ne saurait être admise à opposer actuellement la prescription comme moyen de défense à la demande de A en paiement d'une indemnité compensatoire afférente.

Quant au congé de 1999, A a fait dans son décompte la proratisation du congé annuel jusqu'à la date d'expiration du préavis, 15 août 1999, tel que le demande B, sauf qu'au lieu des $(42 : 12 \times 7,5) = 26,25$ jours reconnus par B et lui réduits conformément à l'article 4.1., alinéa 6 de la convention collective de travail, il a mis en compte $(42 : 12 \times 8) = 28$ jours de congé non pris, soit 1,75 jours de trop.

Le décompte établi par A n'étant pas contesté pour le surplus, sa demande est, par réformation, à déclarer fondée pour le montant de $991.262 - (1,75 \times 8 \times 1.569) = 969.296,-$ francs, soit 24.028,22 euros.

III. La demande du chef de l'assurance SWISS LIFE.

Conformément aux conclusions de B, la demande en paiement de A du chef de l'assurance SWISS LIFE est à déclarer irrecevable pour constituer une demande nouvelle, non formée dans l'acte d'appel.

IV. Les indemnités de procédure.

Eu égard à l'issue du litige en appel et à la décision à intervenir quant aux dépens, les demandes des deux parties basées sur l'article 240 du nouveau code de procédure civile sont à rejeter.

PAR CES MOTIFS :

la Cour d'appel, huitième chambre, siégeant en matière de droit du travail, statuant contradictoirement, sur le rapport du magistrat de la mise en état, le ministère public entendu en ses conclusions,

reçoit les appels principal et incident; les dit partiellement

fondés ;

réformant

dit les demandes de A en paiement d'une indemnité pour perte de la licence de vol et d'une indemnité compensatoire pour congé non pris fondées pour les montants de respectivement 161.025,71 euros et 24.028,22 euros ;

partant condamne la société anonyme B S.A. à payer à A $(161.025,71 + 24.028,22) = 185.053,93$ euros avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, 12 juillet 2000, jusqu'à solde ;

confirme pour le surplus;

déclare la demande formée par A en instance d'appel du chef de l'assurance SWISS LIFE irrecevable;

déboute les deux parties de leurs demandes respectives basées sur l'article 240 du nouveau code de procédure civile;

fait masse des frais et dépens des deux instances, les impose pour moitié à chacune des deux parties et ordonne la distraction de ceux de l'instance d'appel au profit de Maître Louis BERNIS, avocat constitué, sur ses affirmations de droit.